88ème Année **REPUBLIQUE DU NIGER** 03 décembre 2021

JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1er et le 15 de chaque mois

ABONNEMENTS

NIGER	1 an -	25.000 FCFA
	6 mois -	12.500 FCFA
ETRANGER	1 an -	38.000 FCFA
	6 mois -	19.000 FCFA

VENTE AU NUMERO

	Année courante	Année antérieure
NIGER	1.000 FCFA	1.500 FCFA
ETRANGER	1.500 FCFA	2.000 FCFA

MODALITES DE PAIEMENT

Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance.

Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire.

Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie. Exigez votre quittance.

INSERTION

Trois mille (3.000) francs CFA la ligne.
Un minimum de perception de 30.000 FCFA. par annonce sera appliqué pour les insertions.
Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à :

JOURNAL OFFICIEL
DE LA REPUBLIQUE DU NIGER
B.P. 116 NIAMEY
Téléphone : **20.72.39.30 / 20.72.20.59**
20.20.32.55

SPECIAL N° 18

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Exposé des motifs du projet de loi portant 2ème rectification de la loi n° 2020-067 du 10 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2021 1268

Loi n° 2021-032 du 1er novembre 2021 du portant deuxième rectification de la loi n° 2020-67 du 10 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2021 1271

Annexe I : Détail des annulations de crédits 1275

Annexe II : Détail des ouvertures de crédits 1276

Annexe 2 : Détail des ressources du budget général de l'Etat LF2021 1277

EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI PORTANT 2ÈME RECTIFICATION DE LA LOI N° 2020-067 DU 10 DECEMBRE 2020, PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2021

Le budget général de l'État, au titre de l'année 2021, consacré par la loi n° 2020-67 du 10 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2021, a été arrêté initialement en recettes et en dépenses à un montant de 2.644,55 milliards.

L'installation des nouvelles autorités issues des élections 2020 et 2021 ainsi que les appuis additionnels des partenaires techniques et financiers ont conduit le Gouvernement à apporter une première modification au budget général de l'Etat, en le faisant passer d'un montant de 2.644,55 milliards à 2.830,99 milliards.

La poursuite de la coopération financière avec les partenaires techniques et financiers a permis d'obtenir des financements nouveaux qui rendent nécessaire une 2ème rectification de la loi de finances initiale objet du présent collectif budgétaire.

Le présent exposé des motifs rappelle le contexte d'élaboration du budget de l'Etat de l'exercice 2021 et l'évolution récente de la conjoncture économique, avant de présenter la situation d'exécution à fin juin et les propositions d'ajustements à opérer en recettes et en dépenses.

I. RAPPEL DU CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2021

Pour rappel, le budget 2021 a été bâti en prenant en compte les orientations du Programme de Renaissance, les priorités et les choix stratégiques définis par le Gouvernement, notamment dans le Plan de développement économique et social (PDES 2017-2021) et le Programme économique et financier (PEF 2017-2020) conclu avec le Fonds monétaire international (FMI).

Pour l'année 2021, la politique budgétaire est orientée de manière spécifique sur la gestion de la sortie de crise sanitaire induite par la COVID-19 et de ses impacts socioéconomiques et financiers. Elle sera également consacrée à la mise en œuvre des actions de relance de l'économie, à travers une mobilisation forte des ressources internes et une meilleure allocation et efficacité des dépenses.

La politique de financement restera essentiellement ancrée, d'une part sur le recours à un endettement prudent axé sur les ressources concessionnelles et, d'autre part, sur les partenariats public-privé de type BOOT. Par ailleurs, le Gouvernement s'attachera au développement du secteur privé à travers l'amélioration du climat des affaires et le renforcement du capital humain ainsi que la réduction des coûts des facteurs de production, transport et énergie notamment.

Les actions de promotion du développement du secteur financier seront confortées avec l'installation de nouvelles banques et l'élargissement du réseau existant. L'année 2021 consacrera également la mise en œuvre effective de la Stratégie nationale de finance inclusive révisée et celle du fonds de soutien au financement des PMI/PME.

Hypothèses de projection

Les principales hypothèses qui ont sous-tendu les prévisions budgétaires 2021 sont les suivantes :

Au plan international :

- la reprise de la croissance économique mondiale à 5,2%, après la récession de 2020 (-4,4%) ;
- les prix mondiaux se rétabliront avec une inflation de 1,9% en moyenne annuelle ;
- les cours moyens du pétrole brut reprendront pour se situer à 46,7 USD par baril ;
- le cours moyen de l'uranium se situerait à 33,9 USD par livre ;
- le cours moyen de l'once d'or s'établirait à 1.850 USD ;
- le taux de change moyen USD/FCFA à 585,7 ;

Au plan régional :

- la reprise de la croissance économique à la faveur des plans de relance mis en œuvre par les Etats ;
- l'accélération de l'intégration économique avec la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de la monnaie Unique de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- l'amélioration de la situation sécuritaire grâce aux actions coordonnées des Etats à travers les différentes forces multinationales engagées dans la lutte contre le terrorisme.

Au niveau national :

- la maitrise de la pandémie de la COVID-19 et la reprise des activités économiques ;
- une pluviométrie normale et bien repartie dans le temps et dans l'espace ;
- le raffermissement de la stabilité sociopolitique et sécuritaire ;
- la consolidation et la capitalisation des acquis du PDES ;
- la poursuite des projets phares du Gouvernement relatifs aux constructions d'infrastructures publiques ;
- la construction du pipeline pour l'exportation du pétrole brut ;
- la construction de la cimenterie de Dangoté ;
- la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative 3N, du MCC et les travaux du barrage de Kandadji dans le domaine agro-pastoral ;
- la poursuite du programme économique et financier et la mise en œuvre des réformes des finances publiques ;
- la mobilisation conséquente des ressources extérieures.

Sur la base de ces hypothèses, le taux de croissance réel du PIB s'établirait à 5,5% en 2021, 7,1% en 2022 et 12,6% en 2023, soit une moyenne de 8,4% sur la période 2021-2023 contre 3,6% en 2020. Cette croissance reflèterait principalement l'orientation favorable de l'activité dans les trois secteurs.

L'inflation serait maintenue, en moyenne annuelle à 2,0%, en dessous de la limite maximale de 3,0% fixée par l'UEMOA.

II. EVOLUTION RECENTE DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

2.1 Croissance et inflation

Les perspectives économiques mondiales du FMI prévoient une forte augmentation de la croissance du PIB réel mondial (+6% en 2021 contre -3,3% en 2020), ainsi que la reprise des cours des produits de base, en particulier du pétrole brut.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique affectée par les mesures drastiques diverses prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19 connaîtrait un rebond en 2021 pour atteindre 3,4%.

Dans les pays membres de l'UEMOA, le taux de croissance en 2021 se situerait à 5,8%, en lien avec une reprise économique dans tous les secteurs et serait porté par la Côte d'Ivoire (6,3%) et le Bénin (5,8%).

Au niveau national, l'activité économique continuerait d'être favorable malgré la situation de la pandémie (Covid-19) et les menaces sécuritaires. La reprise attendue de tous les secteurs d'activité et la poursuite des investissements publics porteraient la croissance économique à 5,5% en 2021 contre 3,6% en 2020.

L'inflation, mesurée par l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) au niveau national, devrait baisser à 2% en 2021, après le niveau de 2,9% de 2020, en lien notamment avec la forte production agricole attendue et l'approvisionnement des marchés.

2.2 Evolution récente des finances publiques

Au plan des finances publiques, après les bonnes performances réalisées entre 2018 et 2019 en dépit de la situation sécuritaire, l'année 2020 a enregistré des contreperformances essentiellement en raison des pertes de recettes liées au maintien de la fermeture de la frontière avec le Nigeria et à l'impact de la pandémie de la Covid-19.

Le déficit budgétaire (dons compris) se dégraderait pour se situer à 5,2% du PIB en 2020, contre 3,5% en 2019. La mobilisation des appuis budgétaires à hauteur de 484,7 milliards (163,8 milliards de subvention et 320,9 milliards de prêts) contribuerait à compenser la pression sur les ressources.

III. SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2021

Au cours du premier semestre 2021, les recettes du budget général de l'Etat ont été recouvrées à hauteur de 928,17 milliards pour des prévisions annuelles de 2 830,99 milliards, soit un taux de réalisation de 32,79%.

Le tableau ci-dessous présente le niveau de réalisation desdites recettes, par grandes masses.

Tableau n°1 : Situation d'exécution des ressources du budget général à fin juin 2021 (en mds de francs CFA)

Articles/libellés		*LFR1-2021 (en Mds)*	*Réalisation*	*Taux de réalisation*
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs	613,86	85,26	13,89%
	Dont : Aide projets	458,00	*46,13*	10,07%
	Aides budgétaires	*155,87*	*39,13*	25,10%
14	Obligations du Trésor	461,47	165,00	35,76%
15	Tirages sur emprunts projets	337,33	57,38	17,01%
16	Emprunts programmes	113,21	0,00	0,00%
Total ressources extérieures		**1525,88**	**307,64**	**20,16%**
2 - Ressources internes				
70	Vente des produits et services	5,76	6,50	112,90%
71	Recettes fiscales	1251,10	599,68	47,93%
72	Recettes non fiscales	20,77	10,31	49,66%
75	Recettes exceptionnelles	27,30	4,03	14,77%
77	Produits financiers	0,19	0,00	0,00%
Total ressources internes		**1305,11**	**620,53**	**47,55%**
	Total général	**2830,99**	**928,17**	**32,79%**

S'agissant des dépenses du budget général, elles ont été exécutées à hauteur de 807,42 milliards de francs CFA pour des prévisions annuelles de 2 830,99 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 28,52% pour une consommation de 86,32% des crédits libérés.

Tableau n° 2 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2021 (en mds de francs CFA)

Libellés catégorie	*Exécution des dépenses à fin juin 2021*				
	Crédits			*Taux de consommation*	
	LFR1-2021	**Libérés**	**Consommés**	**Sur votés**	**Sur libérés**
1-CHARGES FINANCIERE DE LA DETTE	371,02	168,05	87,48	23,58%	52,06%
2-CHARGES DE PERSONNEL	328,24	158,97	158,97	48,43%	100,00%
3-ACHATS DE BIEN ET SERVICES	159,79	66,63	54,96	34,40%	82,49%
4-SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	343,36	170,94	151,98	44,26%	88,91%
5-INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	1 628,59	370,74	354,03	21,74%	95,49%
Projets financements ANR	458,00	46,13	46,13	10,07%	100,00%
Projets financements emprunts	337,33	57,38	57,38	17,01%	100,00%
Financement trésor	833,27	267,23	250,52	30,06%	93,75%
Total général	**2 830,99**	**935,33**	**807,42**	**28,52%**	**86,32%**

IV. PRINCIPAUX AJUSTEMENTS APPORTES

Les éléments d'ajustements proposés au titre du présent collectif portent sur des ouvertures additionnelles de recettes et de crédits de paiement ainsi que sur des réaménagements budgétaires à la demande de certains ministères et institutions de l'État.

Les recettes du budget général ont été révisées à la hausse pour prendre en compte des ressources externes additionnelles, obtenues dans le cadre de la coopération financière internationale.

A) Evaluation des recettes du Budget général

Les modifications proposées reflètent la prise en compte des recettes nouvelles d'un montant total de 64,71 milliards constitués de :

* 50 milliards provenant de l'allocation générale des Droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international ;

* 7,08 milliards provenant de la mise en œuvre des activités du projet Gold à travers le programme basé sur le résultat ;

* 4,02 milliards provenant de la 4ème tranche du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes du FMI ;

* 3,61 milliards supplémentaires d'appui budgétaire de l'Agence française de développement ;

Tableau n° 3 : Evolution des prévisions des recettes entre la 2ème loi de finances rectificative 2021 et la 1ère loi de finances rectificative 2021 (en milliards de francs CFA)

Nature des recettes	*LFR1-2021*	*LFR2-2021*	*Variation*	
			Montant	*%*
12. Dons projets et legs	613,86	628,57	14,71	2,40%
14. Emprunts obligataires	461,47	461,47	0,00	0,00%
15. Emprunts projets	337,33	337,33	0,00	0,00%
16. Emprunts budgétaires	113,21	163,21	50,00	44,17%
70. Ventes de produits et services	5,76	5,76	0,00	0,00%
71. Recettes fiscales	1 251,10	1 251,10	0,00	0,00%
72. Recettes non fiscales	20,77	20,77	0,00	0,00%
75. Recettes exceptionnelles	27,30	27,30	0,00	0,00%
77. Produits financiers	0,19	0,19	0,00	0,00%
Total	**2 830,99**	**2 895,70**	**64,71**	**2,29%**

B) Evaluation des charges du budget général

Les propositions de modifications des dépenses portent sur un montant de 64,71 milliards, résultant des inscriptions de crédits additionnels de 82,01 milliards et des annulations de crédits de 17,30 milliards.

Les crédits additionnels sont répartis par catégories de dépenses, comme suit :

- fonctionnement courant : une augmentation de crédits de 1,17 milliard, destinés principalement à la couverture des charges locatives et aux autres dépenses spécifiques ;

- subventions et transferts courants : des crédits supplémentaires de 11,42 milliards consacrés essentiellement aux évacuations sanitaires et aux autres dépenses spécifiques ;

- investissements exécutés par l'État : une augmentation de 69,42 milliards affectés à la prise en charge des arriérés de paiement des travaux de construction des routes, au paiement des arriérés du programme de modernisation des villes, à la sécurité, à la reconstitution du stock de réserve de sécurité alimentaire, au renforcement des infrastructures universitaires, à la lutte anti acridienne et aux autres dépenses spécifiques.

Tableau n° 4 : Evolution des prévisions des dépenses entre la 2ème loi de finances rectificative 2021 et la 1ère loi de finances rectificative 2021 (en milliards de francs CFA)

Libellé	*LFR1_2021*	*PLFR-2 2021*	*Variation*	
			Montant	*%*
1. Dette publique	**371,02**	**371,02**	**0,00**	**0,00%**
2. Dépenses de personnel	**328,24**	**328,24**	**0,00**	**0,00%**
3. Biens et services	**159,79**	**160,88**	**1,09**	**0,68%**
4. Transferts et subventions	**343,36**	**354,59**	**11,23**	**3,27%**
5. Investissements	**1 628,59**	**1 680,97**	**52,38**	**3,22%**
-Investissements sur ressources propres, dont :	833,27	885,65	52,38	**6,29%**
Investissements PIE Trésor, dont	*555,02*	*567,69*	12,67	**2,28%**
Investissements Administratifs	*278,24*	*317,96*	39,72	**14,28%**
- Investissements extérieurs, dont	795,33	795,33	0,00	**0,00%**
ANR	*458,00*	*458,00*	0,00	**0,00%**
Emprunt	*337,33*	*337,33*	0,00	**0,00%**
Total des dépenses	**2 830,99**	**2 895,70**	64,71	**2,29%**

Ainsi, le budget général de l'Etat 2021, après cette deuxième rectification, passe d'un montant de 2.830,99 milliards à 2.895,70 milliards, soit une augmentation de 64,71 milliards, correspondant à 2,29%.

Tels sont les motifs justifiant le présent projet de loi, portant deuxième loi de finances rectificative au titre de l'année budgétaire 2021.

Le Ministre des finances

Dr Ahmat Jidoud

Loi n° 2021-032 du 1er novembre 2021 du portant deuxième rectification de la loi n° 2020-67 du 10 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2021

Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;

Vu la loi n°2012-09 du 26 mars 2012 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2020-67 du 10 décembre 2020 portant loi de finances pour l'année budgétaire 2021 ;

Vu la loi n° 2021-022 du 02 août 2021 portant première rectification de la loi n° 2020-67 du 10 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2021 ;

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I : EVALUATION DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Article premier : Sont ouvertes au budget général de l'Etat, gestion 2021, des recettes supplémentaires d'un montant de soixante-quatre milliards sept-cent-quatorze millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent soixante (64 714 697 960) francs CFA, conformément au tableau ci-après :

Article	Paragraphe	Intitulé	Montant
12- DONS PROJETS ET LEGS			
	125	Fonds de concours	14 714 697 960
		Total article 12	14 714 697 960
16-EMPRUNTS PROGRAMMES			
	161	Emprunts programmes multilatéraux et bilatéraux	50 000 000 000
		Total article 16	50 000 000 000
Total ouvertures des recettes			**64 714 697 960**

TITRE II : EVALUATION DES CHARGES DU BUDGET GENERAL

Art. 2 : Sont annulés au budget général de l'Etat, gestion 2021, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement d'égal montant de dix-sept milliards trois cent un millions cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (17 301 597 958) francs CFA, conformément à la répartition ci-après par section et programme :

Section	Programme	Montant AE	Montant CP
16-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	816-DOTATION-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	6 263 720	6 263 720
Total 16-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL		**6 263 720**	**6 263 720**
53-MINISTERE DES TRANSPORTS	187-Développement des services de transport de surface	34 531 961	34 531 961
Total 53-MINISTERE DES TRANSPORTS		**34 531 961**	**34 531 961**
58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	201-Développement des infrastructures routières et ferroviaires	2 700 000 000	2 700 000 000
Total 58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT		**2 700 000 000**	**2 700 000 000**
68-MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT	223-Pilotage et administration de la politique des domaines et de l'habitat	3 000 000 000	3 000 000 000
	224-Habitat et construction	11 390 253 457	11 390 253 457
Total 68-MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT		**14 390 253 457**	**14 390 253 457**
99-CHARGES COMMUNES	232-Charges communes	170 548 820	170 548 820
Total 99-CHARGES COMMUNES		**170 548 820**	**170 548 820**
Total général		**17 301 597 958**	**17 301 597 958**

Le détail des crédits annulés est présenté en annexe I jointe à la présente loi.

Art. 3 : Sont ouverts au budget général de l'Etat, gestion 2021, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires d'égal montant de quatre-vingt-deux milliards seize millions deux cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent dix-huit (82 016 295 918) francs CFA, conformément à la répartition ci-après par section et programme :

Section	*Programme*	*Montant AE*	*Montant CP*
03-CABINET DU PREMIER MINISTRE	103-Appui à la mise en œuvre des programmes sectoriels	10 000 000 000	10 000 000 000
Total 03-CABINET DU PREMIER MINISTRE		**10 000 000 000**	**10 000 000 000**
05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	106-Coordination de programmes spécifiques avec les partenaires techniques et financiers (PTF)	1 000 000 000	1 000 000 000
Total 05-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		**1 000 000 000**	**1 000 000 000**
06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	108-Développement de l'enseignement supérieur	2 000 000 000	2 000 000 000
Total 06-MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE		**2 000 000 000**	**2 000 000 000**
15-MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	129-Sécurisation du territoire national	10 000 000 000	10 000 000 000
Total 15-MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE		**10 000 000 000**	**10 000 000 000**
16-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	816-DOTATION-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	6 263 720	6 263 720
Total 16-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL		**6 263 720**	**6 263 720**
23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	138-Développement des prestations de service des médias	170 548 820	170 548 820
Total 23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION		**170 548 820**	**170 548 820**
53-MINISTERE DES TRANSPORTS	187-Développement des services de transport de surface	34 531 961	34 531 961
Total 53-MINISTERE DES TRANSPORTS		**34 531 961**	**34 531 961**
54-MINISTERE DE L'AGRICULTURE	191-Pilotage et administration des politiques de l'agriculture	450 000 000	450 000 000
	192-Développement des productions végétales	1 254 948 298	1 254 948 298
Total 54-MINISTERE DE L'AGRICULTURE		**1 704 948 298**	**1 704 948 298**
58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	201-Développement des infrastructures routières et ferroviaires	18 036 206 972	18 036 206 972
	202-Désenclavement des zones rurales	5 000 000 000	5 000 000 000
Total 58-MINISTERE DE L'EQUIPEMENT		**23 036 206 972**	**23 036 206 972**
59-MINISTERE DES MINES	204-Pilotage et administration de la politique minière	150 000 000	150 000 000
Total 59-MINISTERE DES MINES		**150 000 000**	**150 000 000**
61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	150-Développement de l'accès et de l'équité aux cycles de base 2 et moyen	450 000 000	450 000 000
Total 61-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE		**450 000 000**	**450 000 000**
64-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES	217-Pilotage et administration de la politique de santé	2 700 000 000	2 700 000 000
Total 64- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES		**2 700 000 000**	**2 700 000 000**
99-CHARGES COMMUNES	232-Charges communes	30 763 796 147	30 763 796 147
Total 99-CHARGES COMMUNES		**30 763 796 147**	**30 763 796 147**
Total général		**82 016 295 918**	**82 016 295 918**

Le détail des crédits ouverts est présenté en Annexe II jointe à la présente loi.

Art. 4 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, est publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 1er novembre 2021

Le Président de la République

Mohamed Bazoum

Le Premier Ministre

Mahamadou Ouhoumoudou

Le Ministre des finances

Dr Ahmat Jidoud

ANNEXE I : DETAIL DES ANNULATIONS DE CREDITS

PLFR2-2021

Section	Rubrique	Catégorie	Montant
16-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	Contribution aux organisations internationales	4	6 263 720
53 MINISTERE DES TRANSPORTS	Réaliser l'étude pour l'évaluation de l'impact de la pandémie de la Covid19 sur le sous secteur du transports routier	5	34 531 961
58 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	Travaux échangeur rond point des armées	5	2 700 000 000
68 MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT	Programme de modernisation des villes (voirie Diffa)	5	3 000 000 000
	Modernisation des villes (Voirie Maradi)	5	152 398 513
	Programme modernisation des villes	5	11 237 854 944
	Autres dépenses diverses	3	170 548 820
TOTAL DES ANNULATIONS DE CREDITS			**17 301 597 958**

ANNEXE II : DETAIL DES OUVERTURES DE CREDITS

PLFR2-2021

Section	Rubrique	Catégorie	Montant
03 CABINET DU PREMIER MINISTRE	Cellule crise alimentaire CCA	5	10 000 000 000
05 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	Appui à la stabilité et à la consolidation de la paix	5	1 000 000 000
06 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	Construction des bâches dans les UPN	5	2 000 000 000
15 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	Apurement des arriérés des marchés exécutés non engagés	5	10 000 000 000
16-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	Contribution aux organisations internationales	4	6 263 720
23-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	Prise en charge droits de diffusion JO Tokyo	3	170 548 820
53 MINISTERE DES TRANSPORTS	Prise en charge de la contrepartie du projet LON	5	34 531 961
54 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	Lutte contre les criquets (avion et pesticides)	5	1 254 948 298
	Subvention de INRAN	4	450 000 000
59 MINISTERE DES MINES	Prise en charge des dettes fournisseurs de l'EMAIR	4	150 000 000
58 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT	Travaux de dédoublement de la traversée de la ville d'Agadez	5	1 855 420 090
	Mise en œuvre du Projet d'aménagement et bitumage de la route Belleyara Loga	5	3 340 215 128
	Mise en œuvre du projet de route Filingué-Abala-Sanam	5	2 177 180 314
	Mise en œuvre du Projet d'aménagement des routes Madaoua-Bouza-Keita-Tamaské	5	447 980 575
	Travaux d'aménagement et de bitumage de la route Maradi – Madarounfa – Frontières du Nigéria (Jibia et Gourbin Baouré):106 km	5	1 000 000 000
	Construction de la route Moujia-Illéla-Badaguichiri	5	53 896 544
	Aménagement et Bitumage de la route Yaya - Dangona (67 km)	5	3 000 000 000
	Projet d'aménagement et bitumage de la Route Doutchi Dogon Kiria, Bagaroua et Tébaram y compris 5 km de voirie à Doutchi	5	4 000 000 000
	Travaux route AGADEZ-DABAGA-TABELOT	5	244 736 648
	Mise en œuvre du projet travaux de construction de l'échangeur de la place des martyrs et aménagement de ses voies d'Accès, de la corniche de Gamkalé et du Boulevard KI 87	5	1 916 777 673
	Contruction de route Elméki Tamazalek RTA (75km) (Payement arriéré)	5	3 000 000 000
	Mise en œuvre du programme pistes rurales:construction de la route Margou-Safa-Winditan (90 km) et Kiota-Guarankedey-Mokko (45 km) dans la région de Dosso	5	1 000 000 000
	Travaux de construction de 68km de roues rurales dans la région de Tahoua	5	1 000 000 000
61 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	Finalisation des travaux du Lycée d'excellence	5	450 000 000
64 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES	Prise en charge des soins médicaux et évacuation sanitaire	4	2 700 000 000
99 CHARGES COMMUNES	Prise en charge de loyers	3	1 000 000 000
	Apurement des arriérés des Programmes des villes	5	21 647 767 102
	Réserve budgétaire	4	8 116 029 045
TOTAL DES OUVERTURES DE CREDITS			**82 016 295 918**

ANNEXE 2 : DETAIL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT LF2021

ARTICLE	Article	Paragraphe	Rubriques	NOMENCLATURE	LFR2-2021
	12	DONS PROJETS ET LEGS			
		121	Dons projets		
12			12111	Dons et Legs	465 626 779 179
				Total PARAGRAPHE 121	465 626 779 179
		125	Fonds de concours		
12			12512	Appui au dispositif national de sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement durable FED11 (UE)	0
12			12513	Appui budgétaire du Trésor Français (AFD)	13 119 140 000
12			12515	Aide budgétaire secteur éducation de l'Union européenne (FED 11)	5 903 613 000
12			12517	Appui budgétaire Luxembourg (FC éducation)	1 766 515 159
12			12520	Appui budgétaire AFD (FC éducation)	3 655 957 000
12			12521	Appui budgétaire Suisse (FC éducation)	1 160 000 000
12			12522	Appui budgétaire Unicef (FC éducation)	71 988 000
12			12523	Aide budgétaire générale de l'Union européenne (SRBC - FED 11)	12 463 183 000
12			12528	Partenariat mondial pour l'éducation	18 762 859 645
12			12524	Appui budgétaire générale Banque mondiale (BM)	73 212 500 000
12			12525	Appui budgétaire BAD	10 000 000 000
12			12526	Appui budgétaire Norvège (FC éducation)	967 000 000
12			12529	Appui budgétaire UEMOA	0
12			12527	Appui à la justice et à la sécurité nationale (AJSEN) UE	0
12			12591	Appui secteur éducation (SANAD)	7 215 527 000
12			12592	Partenariat mondial éducation - COVID	1 572 680 641
				Appui budgétaire Projet Gold - Banque mondiale (BM)	7 084 335 600
				Autres appuis	997 476 023
				Total PARAGRAPHE 125	157 952 775 068
		129	Autres dons et legs		
12			12911	Appui autres partenaires	5 000 000 000
				Total PARAGRAPHE 129	5 000 000 000
				Total ARTICLE 12	628 579 554 247
	14	BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN			
		141	Bons du Trésor sur formule		
14			14111	Obligations du Trésor	461 472 239 150
				Total PARAGRAPHE 141	461 472 239 150
				Total ARTICLE 14	461 472 239 150
	15	EMPRUNTS PROJETS			
		151	Projets multilatéraux et bilatéraux		
15			15111	Emprunts projets	337 329 989 255
				Total PARAGRAPHE 151	337 329 989 255
				Total ARTICLE 15	337 329 989 255

	16	EMPRUNTS PROGRAMMES			
		161	Emprunts programmes multilatéraux et bilatéraux		
16			16111	Tirage FMI	80 000 000 000
16			16 112	Emprunt Budgétaire(BM)	73 212 500 000
16			16 113	Emprunt Budgétaire BAD	10 000 000 000
16			16114	Emprunt Budgétaire (AFD)	0
16			16115	Emprunt Budgétaire (Deutsche Bank)	0
16			16116	Emprunt Budgétaire (BOAD)	0
				Total PARAGRAPHE 161	163 212 500 000
				Total ARTICLE 16	163 212 500 000
	70	VENTES DE PRODUITS ET SERVICES			
		701	Ventes de produits		
70			70111	Ventes JO et publications	43 678 850
				Total PARAGRAPHE 701	43 678 850
		702	Ventes de prestations de services		
70			70211	Recettes portuaires	4 483 808 000
70			70221	Publicité foncière	960 000 000
70			70231	Produits du Centre de santé de la reproduction	
70			70232	Vaccinations internationales	258 527 577
70			70291	Régies prestations M.CCE	9 347 995
70			70292	Vente d'immeubles bâtis	5 625 000
				Total PARAGRAPHE 702	5 717 308 572
				Total ARTICLE 70	5 760 987 422
	71	RECETTES FISCALES			
		711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital		
71			71111	Impôt sur les bénéfices (ISB)	139 537 585 000
71			71121	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	9 373 013 000
				Total PARAGRAPHE 711	148 910 598 000
		712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations		
71			71211	Impôt sur les traitements et salaires (ITS)	65 920 160 000
71			71221	Impôt général sur le revenu (I.G.R)	79 840 000
				Total PARAGRAPHE 712	66 000 000 000
		713	Impôts sur le patrimoine		
71			71311	Taxe immobilière des personnes morales	16 635 117 000
71			71312	Impôt su le revenu des baux d'habitation	2 657 479 000
71			71313	Impôt su le revenu des baux professionnels	5 090 515 000
71			71321	Taxe spéciale sur la plus value immobilière	494 800 000
				Total PARAGRAPHE 713	24 877 911 000
		714	Autres impôts directs		
71			71411	Taxe d'habitation (TH)	3 000 000 000
				Total PARAGRAPHE 714	3 000 000 000
		715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services		
71			71511	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur	290 815 501 000
71			71522	Redevance superficiaire Pétrole	4 530 913 000
71			71523	Droits fixes mine	302 574 000

71			71527	Droits miniers	1 965 000
71			71528	Droits fixes pétrole	982 000
71			71524	Redevance Superficiaire Mine	1 435 262 000
71			71526	Redevances minières (RM)	3 937 393 000
71			71525	Taxe d'exploitation artisanale (TEA)	609 078 000
71			71531	Autres droits d'accises	9 388 639 000
71			71541	Taxe Unique sur les assurances	3 171 114 000
71			71551	Impôts synthétiques (IS)	3 375 470 000
71			71561	Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP-DGI)	17 011 914 000
71			71571	Taxe sur les tabacs et cigarettes (TTC)	9 941 721 000
71			71581	Taxe sur les Activités Financières (TAFI)	21 532 864 000
71			71591	Taxe d'apprentissage (TAP)	3 598 522 000
71			71592	Taxe d'utilisation des réseaux de télécommunication (TURTEL)	5 509 389 000
71			71593	Vignettes	4 232 108 000
71			71594	Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)	6 311 192 000
71			71595	Taxe sur les boissons alcoolisées (TBA)	1 929 401 000
71			71596	Taxe sur les armes à feu (TAF)	2 947 000
71			71597	Taxe sur les recettes des loteries (TRL)	2 941 256 000
71			71582	Taxe sur les jeux de hasard (TJH)	40 278 000
71			71598	Droit d'occupation du domaine public	1 060 974 000
71			71599	Redevances pétrolières Ad valorem	24 318 352 000
				Total PARAGRAPHE 715	415 999 809 000
		716	Droits de timbre et d'enregistrement		
71			71611	Droits de timbre	7 938 496 000
71			71621	Droits d'enregistrement	23 061 504 000
				Total PARAGRAPHE 716	31 000 000 000
		717	Droits et taxes à l'importation		
71			71711	Droits de douane à l'importation (DD)	157 595 206 784
71			71721	Redevance statistique à l'importation(RSI)	17 238 088 929
71			71731	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation (TVA)	250 457 313 741
71			71751	Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP-DGD)	3 519 562 248
71			71752	Droits divers à l'importation(DGD)	328 069 220
71			71791	Taxe sur la terminaison du trafic international entrant (TTTIE)	21 503 393 000
				Total PARAGRAPHE 717	450 641 633 922
		718	Droits et taxes à l'exportation		
71			71821	Redevance statistique à l'exportation (RSE)	17 314 780 514
71			71832	Taxe forfaitaire sur l'exercice des activités de réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes (TFEAR)	77 608 000
71			71831	Taxe spéciale à la réexportation (TSR)	34 853 835 485
				Total PARAGRAPHE 718	52 246 223 999

		719	Autres recettes fiscales		
71			71911	PC CEDEAO	5 802 913 618
71			71921	PCS UEMOA	8 567 379 779
71			71931	Prélèvement UA	2 029 380 673
71			71941	Prélèvements p/c collectivités	41 172 747 000
71			71991	Taxe sur les abonnements audiovisuels	848 779 000
				Total PARAGRAPHE 719	58 421 200 070
				Total ARTICLE 71	1 251 097 375 991
	72	RECETTES NON FISCALES			
		721	Revenus de l'entreprise et du domaine		
72			72111	Location d'immeubles	36 003 000
72			72141	Retenue pour logements	199 140 000
72			72151	Profit OIL	3 999 712 500
72			72159	Dividendes	5 332 950 000
72			72161	Concessions provisoires	492 707 625
72			72162	Concessions définitives	481 457 625
72			72171	Bornage des terrains	99 007 000
				Total PARAGRAPHE 721	10 640 977 750
		722	Droits et frais administratifs		
72			72211	Vente imprimés DGI/DGD	53 329 500
72			72221	Emission cartes grises/transport	43 641 308
72			72222	Redevances plaques d'immatriculation	54 889 454
72			72231	Vente passeports/Visa Interpôle/Touristique	856 276 111
72			72251	Droit de chancellerie	9 984 933
72			72261	Commissions sur transferts	3 110 887 500
72			72271	Permis de coupe de bois TGN	462 189 000
72			72273	Permis de coupe de bois DGI	12 376 000
72			72272	Recettes consulaires	1 333 237 500
72			72274	Autres recettes des régies forestières (DGTCP)	2 962 750
72			72275	Permis de chasse et de visite (DGTCP)	9 311 500
72			72276	Permis de chasse et de visite (DGI)	2 947 000
72			72277	Recettes des régies forestières (DGI)	2 250 000
				Total PARAGRAPHE 722	5 954 282 556
		723	Amendes et condamnations pécuniaires		
72			72311	Amendes et frais de justice	177 765 000
72			72321	Amendes et pénalités police	1 862 825 808
72			72331	Amendes et pénalités gendarmerie	462 108 339
72			72341	Amendes et saisies forêts et chasse(TGN)	196 456 468
72			72351	Amendes et pénalités DGI	457 760 750
72			72361	Amendes et confiscations en douane	693 143 080
72			72381	Amendes et saisies en matière de contrôle des prix-poids-mesure	28 648 304
				Total PARAGRAPHE 723	3 878 707 749
		729	Autres recettes non fiscales		
72			72931	Domaine mobilier(DGI)	96 757 000
72			72991	Produit de l'organisation du Hadj et Oumara	199 985 625
				Total PARAGRAPHE 729	296 742 625
			Total 72	Total ARTICLE 72	20 770 710 680

	75	RECETTES EXCEPTIONNELLES			
		751	Remises et annulations de dette		
75			75113	Ressources PPTE	
				Total PARAGRAPHE 751	0
		759	Autres recettes exceptionnelles		
75			75931	Recettes exceptionnelles (Vente d'actions BAGRI)	
75			75932	Recettes exceptionnelles (Vente de licence ZAMANI)	15 000 000 000
75			75981	Diverses prestations Pharmacie/Médecine	199 985 625
75			75982	Diverses prestations police sanitaire	355 530 000
75			75983	Diverses prestations M Agri et Elev	183 865 993
75			75984	Diverses prestations MH/A	8 888 250
75			75991	Recettes exceptionnelles (Fonds ANSI)	0
75			75992	Diverses prestations/ MEP/T	53 329 500
75			75993	Diverses prestations MM/DI	122 461 051
75			75994	Diverses prestations/ MP/E	222 206 250
75			75995	Autres recettes diverses(DGI)	556 916 000
75			75996	Autres recettes diverses(TGN)	6 221 775 000
75			75997	Diverses prestations M/Energie	4 337 466 000
75			75999	Diverses prestations MFP/RA	35 553 000
				Total PARAGRAPHE 759	27 297 976 669
				Total ARTICLE 75	27 297 976 669
	77	PRODUITS FINANCIERS			
		772	Intérêts sur les dépôts à termes		
77			77211	Intérêts créditeurs BCEAO	186 230 000
				Total PARAGRAPHE 772	186 230 000
			Total 77	Total ARTICLE 77	186 230 000
	Total général				**2 895 707 563 414**

Direction du Journal Officiel et de l'imprimerie gouvernementale : B.P. 116 Niamey (Niger)